

COMMUNIQUE DU COMITE DIRECTEUR NATIONAL RELATIF AU CONTRAT D'ENGAGEMENT EDUCATIF

- 1- Le 10 octobre 2011, le conseil d'Etat supprime l'article D 773-2-3 concernant le repos quotidien applicable au CEE, ce qui ne remet pas en cause le CEE mais impose le repos quotidien de 11h00.
- 2- La Commission NUTTE, installée le 19 septembre, est chargée de « réfléchir à l'ensemble des solutions qui pourraient être mises en œuvre à court, moyen et long termes ».
- 3- Un amendement déposé par le député BAGUET, adopté par l'Assemblée nationale le 7 octobre 2011, et rejeté par le sénat le 10 janvier, mentionne que la période de repos quotidien peut être soit supprimée, soit réduite et que le titulaire du CEE bénéficie alors d'un repos compensateur. Cet amendement doit être étudié en commission mixte entre les deux assemblées, et les conditions de cette compensation doivent être fixées par décret.
- 4- Après un travail avec la JPA, le député JUANICO a déposé une proposition de loi visant à renforcer l'accès aux loisirs et aux vacances par la création d'un statut du volontariat de l'animation le 22 décembre 2011.
- 5- Les organisateurs, réunis au sein de la plate forme des ACM, ont préparé une déclaration en direction de la Commission NUTTE, contestant l'efficacité de l'amendement BAGUET et demandant que le rapport NUTTE intègre la revendication des organisateurs d'un statut du volontariat de l'animation. Celle-ci sera stabilisée pour le 16 janvier.

Dans ce contexte, le Comité directeur national de la Fédération, réuni le 14 janvier :

- *Invite les organisateurs de la fédération à respecter le cadre du repos quotidien de 11 heures, entre deux journées de travail pour les titulaires de CEE, tant que les dispositions législatives et réglementaires n'auront pas évolué,*
- *Revendique, comme la Fédération l'a toujours fait, l'existence d'un statut pour les animateurs volontaires, qui leur procure un terrain d'engagement et d'expériences dans l'action éducative locale,*
- *Confirme la nécessité de produire une expression spécifique aux Francas sur le statut d'animateur volontaire qui prenne tout à la fois en compte les impératifs des organisateurs et les aspirations et besoins des jeunes. Pour ce faire, l'enquête mise en œuvre au sein du réseau des organisateurs alimentera les travaux du groupe, composé principalement d'organisateur de centres de loisirs, dont les analyses éclaireront le Comité directeur national.*